

# Renforcer le développement du secteur privé et l'investissement au Maroc

Rabat, le 8 décembre 2017

Mohamed Taamouti, Bank Al-Maghrib

**Mesdames et Messieurs, bonjour**

Tout d'abord, je voudrais remercier les organisateurs pour leur invitation à prendre part à ce panel. Avant de commencer, je tiens à préciser que mes propos ne représentent pas nécessairement les positions de mon institution d'appartenance.

Ceci dit, il n'est pas toujours évident de trouver quelque chose d'intéressant à rajouter sur des problématiques récurrentes aussi largement étudiées, analysées et débattues comme celle d'aujourd'hui.

Pour résumer, tout le monde conviendra que le développement d'un secteur privé compétitif et d'une classe moyenne dotée d'un certain pouvoir d'achat représentent les piliers d'un développement soutenable et équilibré.

Heureusement pour nous qu'aujourd'hui, nous disposons de cette enquête intéressante, même si elle date de quelques années et que le contexte dans lequel elle a été réalisée a changé de manière significative. Dans tous les cas, ces chiffres justifient largement une rencontre comme celle-ci, surtout dans un pays où la problématique de l'investissement et du développement du secteur privé reste d'une grande actualité.

Au Maroc, je pense que notre priorité n'est pas seulement de renforcer l'investissement mesuré au sens de la comptabilité nationale, mais d'abord et surtout de l'évaluer et de comprendre les déterminants de son rendement. Comme nous le savons tous, notre pays a fait le choix de l'ouverture. Il a opté pour une libéralisation graduelle, mais avec toujours une présence assez importante du secteur public, opérant notamment à travers un ensemble d'entreprises publiques.

Après une période difficile dans les années 80 et 90 où la priorité fut accordée à la stabilisation de l'économie et au redressement des équilibres macroéconomiques, notre pays a entamé depuis le début des années 2000 une nouvelle phase comprenant un effort d'investissement parmi les plus élevés au Monde.

Certes, cet effort, combiné aux réformes structurelles mises en œuvre, a permis une amélioration significative de la croissance ainsi qu'une baisse tendancielle du chômage,

toutefois, le lien apparent qu'on était tenté d'établir entre ces grandeurs s'effrite depuis quelques années. En effet, l'investissement demeure toujours élevé, mais la croissance ralentit et l'emploi se détériore.

Quand on regarde de près l'investissement au Maroc, l'on constate que :

- le résultat en termes de croissance et d'emploi est bien en deçà des attentes, surtout en comparaison internationale ;
- l'Etat demeure un gros investisseur, et hormis quelques grands projets étrangers, l'entreprise privée et formelle reste concentrée sur quelques niches et globalement peu visible.
- Nous ne disposons pas, du point de vue comptes nationaux, de chiffres officiels sur la taille du secteur privé. Même en termes de démographie, les données disponibles restent approximatives, le dernier véritable recensement des entreprises remontant à 2001. Par contre, du point de vue emploi, les chiffres existent et, observés sous un certain angle, l'entreprise privée formelle reste peu visible (Slide 1). L'emploi dans le privé reste largement moins qualifié que dans le public. En outre, depuis la crise de 2008, 54% des emplois créés sont saisonniers ou occasionnels (HCP-WB 2017).

Pourquoi alors l'entreprise et l'investissement privés ne se développent-ils pas au rythme légitimement espéré ? Quel est le rôle des pouvoirs publics et quelles politiques publiques ?

Pour identifier les obstacles, nous recourons souvent à des enquêtes auprès des entreprises. Nous évoquons alors, selon le contexte, des facteurs comme la difficulté d'accès au financement, la concurrence déloyale de l'informel, la corruption, les taxes, la faible adéquation de la main d'œuvre, etc. S'il est clair que ces facteurs ainsi que d'autres sont de réels obstacles, l'approche n'en nécessite pas moins quelques précautions :

**1.** Certes, certains facteurs sont évoqués fréquemment et dans divers contextes, comme l'accès au financement. Cependant, ces données sont à analyser avec précaution, les pourcentages issus de ce genre d'enquêtes donnant plus une lecture ordinale que cardinale. C'est plus une priorisation des facteurs qu'une information sur l'intensité des facteurs.

L'accès au financement est souvent cité comme étant l'un des principaux obstacles. Dans les faits, les données sur la structure de financement des PME montrent à titre d'exemple que dans les pays d'opérations de la BEI, le crédit bancaire représente près de 10% du financement du fonds de roulement et de 20% du financement de l'investissement. En absolu, ce n'est pas très élevé même si à la marge cela pourrait être important.

**2.** L'appréciation du problème uniquement à travers l'angle de vue des entreprises est souvent incomplète. Le système bancaire de son côté perçoit un risque, accentué parfois par la faible transparence et la réticence à l'expansion des entreprises.

**3.** Souvent dans les cycles de basse activité, comme celui qu'a connu l'économie mondiale après la crise, les PME constituent le segment le plus affecté. Elles souffrent de la faiblesse des débouchés et surtout du manque de visibilité et d'incertitude. L'incertitude ne provient pas seulement de la conjoncture, mais également de l'absence parfois de visibilité sur l'orientation des politiques publiques, de l'instabilité fiscale, etc.

Cependant, si ces facteurs ne sont pas évoqués, c'est parce qu'ils sont considérés comme des données générales touchant l'ensemble des agents économiques. Nous avons vu à quel point les politiques monétaires ultra-accommodantes ont rencontré des difficultés à relancer l'investissement et l'entreprise dans la zone euro et dans plusieurs autres pays avancés.

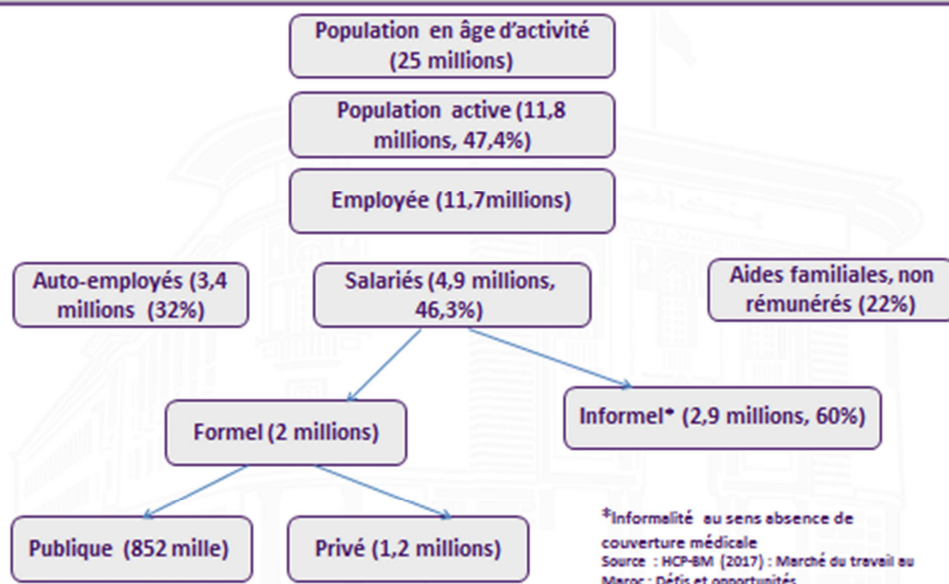
Or, nous savons tous que l'incertitude est le premier facteur qui inhibe l'acte d'investir. En l'absence de visibilité (Slide 2), l'entreprise préfère l'attentisme, une attitude qui se traduit en particulier par une baisse de la demande de crédit (Slide 3).

### **Que faire alors ?**

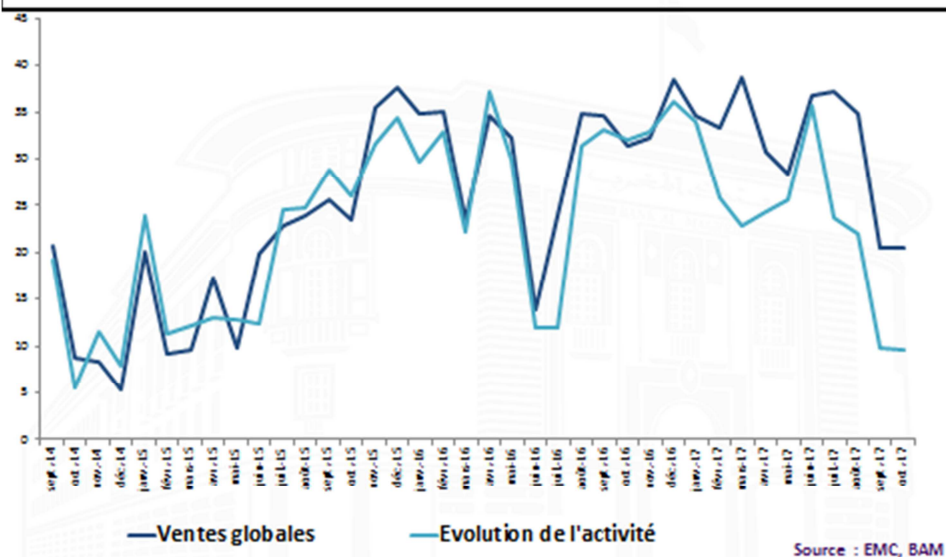
Il est important tout d'abord de préciser que la problématique interpelle toutes les parties prenantes. Ce n'est pas seulement une responsabilité des pouvoirs publics, mais également des entreprises et de leurs représentants, des banques, etc.

- Pour les gouvernements : c'est la régulation pour l'amélioration de l'environnement des affaires, c'est la garantie comme levier de financement, c'est le développement du capital-risque, c'est la formation d'une main d'œuvre adéquate et d'une fiscalité équitable, etc. C'est également aussi ne pas encourager la rente, ne pas protéger les segments non compétitifs. Il faut se rappeler que l'innovation nécessaire au renforcement de la compétitivité occasionne également des destructions. La préservation de la compétitivité et le renforcement de la résilience seraient aussi facilités par une plus grande flexibilité sur le marché du travail et une libéralisation du régime de change, etc.
- Les entreprises sont appelées à plus de transparence, à davantage d'ouverture et à plus de prise de risque mais qui soit bien mesuré et bien couvert ;
- Le système bancaire devrait être transparent dans ses décisions et développer davantage la culture de financement de projets et non de personnes ;
- La Banque centrale pourrait aider par des programmes de soutien et de financement adaptés. Elle pourrait même aller au-delà et faciliter le dialogue entre les parties prenantes. Je pense qu'une des démarches assez pertinentes pour apprécier véritablement la problématique du financement est celle initiée conjointement par BAM, la CGEM et le GPBM, un dialogue à trois qui permet de confronter les perceptions, de dégager une lecture commune de la problématique et d'identifier les possibilités de son dépassement.

## Slide 1 : structure de l'emploi en 2015



## Slide 2 : Chefs d'entreprises n'ayant pas de visibilité pour les trois prochains mois (en %)



### Slide 3 : conditions d'octroi du crédit et demande des entreprises



#### Indice de diffusion

